

Arrêt du 03 mars 2017

Affaire : AGAPIT NAPOLEON
MAFORIKAN

C/

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif en date à Cotonou du 1^{er} mars 2017, enregistrée au greffe de la Cour le même jour sous le n° 0171/GCS, par laquelle Monsieur Agapit Napoléon MAFORIKAN, a saisi la Cour d'un recours en suspension du décret n°2017-048 du 27 janvier 2017 portant nomination des membres de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC) et de la prestation du serment des membres désignés par ledit décret;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, administrative et des comptes ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 15 alinéa 2 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême, la présente procédure a été dispensée de mesures d'instruction préalable ;

Où le Conseiller Victor D. ADOSSOU en son rapport ;

Où l'Avocat Général Onésime G. MADODE en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



EN LA FORME

Sur la recevabilité

Considérant qu'au soutien de son recours, le requérant expose :

Que le Président de la république a pris le décret n°2017-048 du 27 janvier 2017 en violation des dispositions de la loi n°2011-020 du 12 octobre 2011 portant lutte contre la corruption et autres infractions connexes en république du Bénin et de celles du décret n°2012-336 du 02 octobre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption ;

Que lesdites violations l'empêchent de jouir de son droit de siéger à la prochaine mandature de l'ANLC.

Qu'il développe que le décret n°2017-048 du 27 janvier 2017 nomme dix (10) personnalités à l'ANLC, alors que la loi a prévu treize (13), et omet notamment le communicateur désigné par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) qu'il est ;

Qu'en se référant à l'article 6 de la loi n°2011-20 du 12 octobre 2011 portant lutte contre la corruption et autres infractions connexes en république du Bénin, il apparaît que non seulement l'Exécutif a nommé dix (10) personnalités au lieu de treize (13), mais il a délibérément choisi de ne pas préciser l'origine des personnes nommées ;

Qu'une telle option qui est de nature à créer la confusion dans l'opinion, n'est conforme ni à la lettre ni à l'esprit de la loi ci-dessus citée ;

Considérant que le requérant développe en outre, que ledit décret ne respecte pas non plus, la décision n°16-044 du 11 mai 2016 par laquelle il a été retenu par la HAAC pour siéger à l'ANLC après appel à candidature lancé par cette dernière en avril 2016 ;

Qu'il a introduit dans ce sens, un recours gracieux à l'attention de son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement ;

Qu'il n'est fait aucune mention des trois membres non nommés comme si l'Exécutif avait la discrétion de personnes qu'il nomme à l'ANLC en violation de la loi ;



Qu'en recevant le serment des dix (10) membres nommés sans se préoccuper du sort des trois (03) personnalités dont aucun cas n'est fait dans le décret 2017-048, alors que deux d'entre eux, à savoir messieurs MAFORIKAN Agapit Napoléon et AFOUDAH Idohou Raoul, ont été régulièrement désignés et ne sont frappés d'aucune sanction, la Cour suprême validerait une illégalité notoire ;

Qu'il relève également que le décret en cause nomme deux personnalités sur lesquelles subsistent des doutes sur les quinze (15) années d'expériences avérées dans leur domaine de compétence respectif ;

Que les articles 6 et 12 de la loi n°2011-020 précisent que tous les membres de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption doivent avoir au moins quinze (15) ans d'expérience avérées dans leur domaine respectif de compétence ;

Que tel ne semble pas être le cas de tous les membres désignés dans la mesure où des réactions de plusieurs sources soutiennent que l'Officier de Police Judiciaire désignée, le Commissaire Ghislaine BOCOVO épouse ADJAGBONI n'aurait pas encore totalisé les quinze (15) ans de pratique professionnelle dans son domaine, ayant pris fonction en qualité de Commissaire de Police en 2007 selon les explications du Syndicat National de la Police ;

Que de sérieux doutes pèsent également sur les quinze (15) ans d'expériences professionnelles de monsieur Florent Vivien ADOUKONOU en qualité de spécialiste en passation de marchés publics ;

Qu'en recevant le serment de ces deux personnalités sans s'assurer au préalable qu'elles remplissent effectivement les conditions d'expériences exigées par la loi, la cour donnerait son onction à ce qui pourrait s'avérer une violation de la loi ;

Qu'en un troisième lieu, le décret du Président de la République est pris en violation du délai de réalisation de l'enquête de moralité contrairement aux dispositions de l'article 7 de la loi n°2011-020 du 12 octobre 2011 qui prévoient que « les membres de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption sont soumis à une enquête de moralité et sont tenus de déclarer leurs biens avant leur nomination.... » ;



Que le décret n°2012-336 du 02 octobre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'ANLC complète ces dispositions notamment en son article 12 qui dispose : « avant leur entrée en fonction, les membres de l'Autorité Nationale de lutte contre la Corruption font l'objet d'une enquête de moralité diligentée par le Procureur de la république compétent sur requête du ministre en charge de la justice ;

* La durée de l'enquête est de trente (30) jours francs après la requête adressée par le ministre en charge de la justice au Procureur d la république » ;

Que dans le cas d'espèce, tous les treize (13) membres devant siéger à l'ANLC deuxième mandature, ont été désignés à la date du 15 juin 2016 ;

Qu'après la saisine du Procureur de la République par le ministre en charge de la justice courant juin 2016, les membres désignés ont été écoutés dans la foulée ;

Mais que curieusement, l'enquête a duré jusqu'en novembre 2016 faisant apparaître de nouveaux noms sans que les anciens, ayant été écoutés et ayant fourni les pièces requises à l'article 13 du décret n°2012-336 du 02 octobre 2012, aient été informés des raisons de leur remplacement ;

Que le fait pour le Gouvernement de nommer qui il veut, au mépris des choix initiaux opérés par les structures compétentes et de choisir un nombre de personnes à nommer, différent de celui prévu par la loi, constitue des manœuvres visant à s'assurer la mainmise sur l'institution, en hypothéquant l'indépendance nécessaire à accorder à une instance de cette nature ;

Que ce fait constitue une violation de la loi n°2011-020 du 12 octobre 2011 en son article 9 qui dispose « Il est accordé à l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption, l'indépendance nécessaire pour lui permettre d'exercer efficacement ses fonctions à l'abri de toute influence indue ;

Elle jouit d'une réelle autonomie par rapport aux Institutions de la République, sous réserve des dispositions des articles 49, 81 alinéa 2 et 117, 1^{er} et 2^{ème} tirets de la Constitution du 11 décembre 1990 et des articles 42, 52 et 54 de la loi n° 91-009 du 4 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001... » ;

Que c'est pour ces raisons, et pour éviter que l'ANLC soit banalisée et devienne un instrument aux mains du Gouvernement qu'il prie la Haute juridiction de statuer en référé aux fins de :

- sursoir à l'audience solennelle de prestation de serment des membres désignés par le décret 2017-048 du 27 janvier 2017 pour siéger à la deuxième mandature de l'ANLC ;

- demander au Président de la République de bien vouloir procéder aux nominations des trois (03) personnalités manquantes ;

- obtenir de l'exécutif, les raisons du dépassement du délai réglementaire prévu pour la réalisation des enquêtes de moralité ;

- obtenir de l'Exécutif, les raisons pour lesquelles certaines personnalités initialement désignées, dont les enquêtes de moralité ont eu lieu, ont été remplacées sans en avoir été informées.

Considérant que le présent recours tend à voir sursoir à la tenue de l'audience solennelle de prestation de serment des membres de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC) ;

Considérant que ladite audience solennelle de prestation de serment programmée pour se tenir le vendredi 3 mars 2017, fait suite à la prise du décret n°2017-048 du 27 janvier 2017 portant nomination des membres de l'ANLC ;

Qu'en sollicitant de la Cour le sursis à la tenue de ladite audience de prestation de serment, le requérant vise en réalité la suspension ou le sursis à l'application du décret ci-dessus cité ;

Considérant que quand bien même le requérant invite la Cour à statuer en référé, le présent recours, tel que formulé et introduit, ne peut être analysé que comme un recours visant le sursis à l'exécution du décret querellé ;

Que le requérant n'a nullement en effet satisfait aux conditions légales pour avoir recours à une procédure d'urgence devant amener le juge administratif à ordonner des mesures provisoires tendant à préserver, en urgence, ses droits ;



[Handwritten signature]

Que le requérant n'a mis en évidence, dans la narration des faits soumis au juge, l'urgence à statuer pour préserver ses droits ;

Qu'au surplus, il est aisé de constater que la requête n'a pas été introduite par ministère d'avocat comme l'exigent les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 839 du code de procédure civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes.

Qu'en sollicitant en réalité de la Cour, le sursis à l'exécution du décret constatant la nomination des membres de l'ANLC, le requérant sort du champ de mise en application des dispositions de l'article 39 de la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême et notamment de l'article 839 du Code de procédure civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes régissant le référé en matière de contentieux administratif ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 36 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême, le sursis à l'exécution des décisions des autorités administratives n'est recevable, entre autres, que si le requérant a introduit un recours en annulation de la décision concernée ;

Considérant que de la consultation des registres du greffe et des débats qui ont eu lieu à l'audience, il n'apparaît pas que monsieur Agapit Napoléon MAFORIKAN ait introduit à ce jour, à la chambre administrative de la Cour suprême, un recours en annulation du décret n°2017-048 du 27 janvier 2017 portant nomination des membres de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption.

Que dans ces conditions, le recours par lui introduit aux fins de sursis à l'exécution du décret ci-dessus cité, encourt la sanction de l'irrecevabilité ;

Qu'il y a lieu de déclarer irrecevable, ledit recours ;

Par ces motifs ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 1^{er} mars 2017 de monsieur Agapit Napoléon MAFORIKAN tendant à voir

ordonner la suspension, d'une part, du décret n°2017-048 du 27 janvier 2017 portant nomination des membres de l'ANLC et d'autre part, de la prestation du serment des membres désignés par ledit décret, est irrecevable.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de :

Victor D. ADOSSOU, Président de la chambre administrative ;

PRESIDENT;

Huguette Th. BALLEY FALANA

Et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du vendredi trois mars deux mille dix-sept, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus, en présence de :

Onésime G. MADODE,

MINISTERE PUBLIC ;

Dénis TOGODO,

GREFFIER ;



Enregistré à P/Novo, le 09/04/18

Et ont signé :

Fo 08 Cote 194

Reçu Trente mille FCFA
L'INSPECTEUR DE L'ENREGISTREMENT

Le Président-rapporteur

Le Greffier.



[Signature]

Victor D. ADOSSOU

[Signature]

Dénis TOGODO

Bienvenu D. TOKO

